

Ensemble pour une meilleure gouvernance



Introduction

Le secteur canadien de la coopération internationale réclame une augmentation substantielle de l'aide publique au développement. Cette aide représente un investissement déterminant qui garantit un monde plus sûr, juste et durable et qui reflète les valeurs fondamentales canadiennes. Néanmoins, la contribution du Canada est inférieure à la moyenne des engagements de la communauté internationale de donateurs jusqu'à présent. Une augmentation du budget de l'aide publique au développement est nécessaire afin d'atteindre les cibles ambitieuses de la politique d'aide internationale féministe du Canada et maintenir la réputation du Canada comme leader mondial en matière de droits de la personne.

Les faits indiquent clairement que davantage d'aide internationale est nécessaire. Pour être efficaces, les investissements assurant un monde plus sûr et plus juste, pour nous et les générations à venir, doivent reposer sur des interventions globales en faveur du bien-être socioéconomique et environnemental basées de solides mécanismes de gouvernance. Le Canada peut et doit faire davantage. Nous devons travailler de concert avec différents partenaires afin d'assurer une continuité entre les opérations humanitaires, de développement et de maintien de la paix. Nous devons soutenir des solutions locales. Le programme d'investissement suivant expose le potentiel transformateur qu'une juste part de la contribution du Canada aurait sur la gouvernance.

Messages clés

La gouvernance efficiente et inclusive est essentielle à l'atteinte du développement durable, ce qui comprend la réduction de la pauvreté, la cohésion sociale, la participation inclusive à la prise de décisions, la primauté du droit et la coopération internationale.

Les investissements dans la gouvernance qui créent des sociétés et des environnements inclusifs sont plus propices à l'investissement privé et étranger et moins sujets aux conflits et à la corruption. Ils facilitent la croissance économique intérieure et favorisent la prospérité et la réduction de la pauvreté.

Au cours des dix dernières années, les investissements du Canada dans la gouvernance mondiale ont chuté. La contribution du Canada aux interventions de gouvernance dans le monde est inférieure à celle de la moyenne mondiale des donateurs, à la fois en termes absolus et de pourcentage de l'aide internationale.

La bonne gouvernance est un investissement judicieux. Le coût global de la corruption, qui n'est qu'un des champs d'intervention de la gouvernance, correspond à au moins 5 % du PIB mondial, soit 2,6 billions USD.

Le Canada doit accroître ses investissements dans la gouvernance mondiale pour assurer l'efficacité et la viabilité de ses interventions d'aide internationale. Cette approche consoliderait l'égalité entre les genres, les droits de la personne, la sécurité alimentaire, les soins de santé, l'éducation et autres secteurs du développement.

DESCRIPTION DU THÈME

La bonne gouvernance est le processus par lequel les « institutions publiques conduisent des affaires publiques, gèrent des ressources publiques et garantissent la réalisation des droits de l'homme sans abus ni corruption, et dans le respect de [l'état de droit](#) ».¹ Une gouvernance efficace et inclusive doit sous-tendre l'atteinte des objectifs de développement durable et les efforts pour éradiquer la pauvreté en plus de contribuer à créer un monde plus pacifique et stable. Des structures gouvernementales solides permettent d'assurer que toutes les autres réalisations sur le front du développement sont durables, multipartisanes et inclusives. Pourtant, plusieurs pays en développement, fragiles et affectés par des conflits, sont privés des systèmes et des processus de gouvernance nécessaires pour maximiser les impacts positifs des interventions liées au développement.

Comme l'indique le seizième objectif de développement durable, le renforcement de la gouvernance est nécessaire pour obtenir des institutions publiques efficaces et responsables dotées d'une saine gestion financière. Une bonne gouvernance garantit la primauté du droit et la protection des droits de la personne, la participation démocratique, l'engagement de la société civile, l'égalité des genres, la résolution de conflits et la coopération internationale, y compris dans l'adaptation et l'atténuation des changements climatiques. Les interventions de gouvernance doivent être soutenues par une vision intégrée à long terme qui consiste entre autres à investir dans l'efficacité des institutions contre la corruption, fournir de l'aide juridique, assurer un accès équitable aux programmes sociaux, soutenir les médias indépendants et la société civile, assurer une coopération interrégionale et garantir des processus politiques et électoraux justes. Faute d'investissements plus importants dans la gouvernance, les avancées dans les problèmes mondiaux comme les inégalités sociopolitiques et économiques, la pauvreté, les changements climatiques et les conflits demeureront illusoire.

CONTEXTE CANADIEN

Le Canada est réputé pour son soutien à la gouvernance et au [renforcement de la société](#)² civile, qui reflète les [valeurs](#)³ canadiennes de démocratie, de gouvernance inclusive et imputable, de diversité et de droits de la personne. En dépit de la position du Canada comme leader historique en matière de gouvernance, notre financement en ce domaine arrive loin derrière celui de beaucoup de nos pairs dans la communauté internationale de donateurs. Les investissements du Canada dans la gouvernance sont inférieurs à ceux des dix grands donateurs de l'Organisation de coopération et de développement économiques, à la fois en termes absolus et de pourcentage total de l'aide publique au développement allouée à la [gouvernance](#).⁴ Comme le souligne le Comité permanent des affaires étrangères et du développement international, les investissements du Canada en ce domaine ont décliné entre 2008 et 2018, à la fois en termes absolus et en pourcentage [d'aide](#)⁵ internationale.

Beaucoup de canadiens reconnaissent les effets bénéfiques de l'aide publique au développement investie dans différents aspects d'une bonne gouvernance, par exemple dans la construction d'une infrastructure pour soutenir la croissance économique, dans la protection des droits de la personne, dans le soutien à de nouvelles démocraties en développement et dans l'amélioration de la vie et des conditions de vie de groupes vulnérables, particulièrement celles des [femmes et des filles](#).⁶ En outre, la gouvernance inclusive est une priorité du Canada en vertu de sa politique d'aide internationale féministe et en raison de son importante contribution à d'autres priorités de politiques étrangères et de défense, y compris la paix et la sécurité et la protection des droits de la personne.

IMPACT POSITIF SUR LE DÉVELOPPEMENT

Une gouvernance efficace, imputable et inclusive est essentielle à l'atteinte d'un développement et d'une croissance durables. Un cadre de gouvernance qui fournit un espace d'interaction démocratique entre les gouvernements, la société civile et le secteur privé, soutenu par des institutions inclusives et imputables est crucial dans le succès de l'assistance au développement

1 HCDH, « OHCHR | Good Governance and Human Rights », ohchr.org, 2019, <https://www.ohchr.org/EN/Issues/Development/GoodGovernance/Pages/GoodGovernanceIndex.aspx>.

2 Affaires mondiales Canada, « Statistical Report on International Assistance 2018-2019 », Affaires mondiales Canada, 3 novembre 2016, <https://www.international.gc.ca/gac-amc/publications/odaaa-lrmada/sria-rsai-2018-19.aspx?lang=eng>.

3 Comité de l'aide internationale, « CANADA Development Assistance Committee PEER REVIEW ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT » [Examen du CAD par les pairs], 2007, <https://www.oecd.org/dac/peer-reviews/39515510.pdf>.

4 Martin Ronceray et Katja Sergejeff, « Ecdpm's Making Policies Work Pushing on a String or Pulling Threads Together? Lessons Learned for Anti-Corruption Efforts by European Donors », 2020, <https://euagenda.eu/upload/publications/lessons-learned-for-anti-corruption-efforts-by-european-donors.pdf>.

5 FAAE, « Committee Report No. 28—FAAE (42-1)—House of Commons of Canada », www.ourcommons.ca, 2019, <https://www.ourcommons.ca/DocumentViewer/en/42-1/FAAE/report-28/>.

6 Abacus, « Abacus Data | COVID-19 », abacusdata.ca, 25 septembre 2020, <https://abacusdata.ca/category/covid-19/7>.

dans d'autres secteurs.⁷ Une meilleure gouvernance complète les réformes liées aux mesures de sécurité sociale, à la réduction de la pauvreté, à l'éducation, aux soins de santé et à la protection⁸ des droits de la personne. La corruption et le manque de transparence freinent le développement et exercent un impact négatif disproportionné sur les personnes les plus pauvres, particulièrement les femmes et les enfants.⁹ Une gouvernance imputable et transparente permet des allocations de fonds plus efficaces et transparentes, de meilleures prestations de service et une plus grande confiance du public envers les institutions.¹⁰

En 2016-2017, le Canada a soutenu dans douze pays les centres de conseil juridique de Transparency International qui sont venus en aide à plus de 20 000 personnes. Pour ne citer qu'un exemple, cette aide a permis à 450 veuves et orphelins de la République démocratique du Congo de recevoir des prestations de retraite qui avaient été indûment retenues.

Une meilleure gouvernance favorise également une participation plus inclusive aux processus de décision. La gouvernance inclusive intègre la société civile dans les processus décisionnels et donne donc aux citoyens le pouvoir d'exercer leurs droits de la personne et civils par le biais de leur participation¹¹ politique, sociale et économique. Par exemple, en Jordanie, au Maroc et en Tunisie, le Forum des fédérations, financé par le Canada, a renforcé la capacité de 1742 femmes de militer pour une plus grande participation au processus décisionnel et rejoint plus de 100 000 femmes et hommes avec des programmes ciblant les changements à des normes de genre¹² préjudiciables.

Le renforcement de la primauté du droit qui sous-tend les gains globaux du développement est une retombée significative des investissements dans la gouvernance. Des institutions fragiles et un état de droit inéquitable constituent des obstacles significatifs à l'inclusion dans la croissance et la justice et au respect des droits de la personne.¹³ Un système juridique juste, accessible et efficace contribue à bâtir la confiance du public et à lui démontrer la légitimité des institutions publiques, en plus d'offrir un espace de résolution de conflits dans les états fragiles.¹⁴

Enfin, le renforcement de la gouvernance vient appuyer la coopération autour de problèmes de développement transnationaux. Des enjeux mondiaux, comme les changements climatiques, les maladies infectieuses, le terrorisme, le populisme, les migrations, les violations des droits de la personne et les inégalités appellent à la coopération internationale. Une gouvernance inclusive et efficace du développement améliore les cadres institutionnels et permet d'établir un environnement politique, institutionnel et administratif au sein duquel les droits civils et de la personne sont respectés, où les ressources et possibilités économiques sont distribuées équitablement et où les processus de décision et les services¹⁵ sont accessibles à tous. Par exemple, le Canada a soutenu la stratégie de l'Union africaine sur la participation des femmes dans le processus électoral en Afrique et le Partenariat pour un gouvernement ouvert auxquels 78 gouvernements et des milliers d'organismes de la société civile prennent part. Ces initiatives sont synonymes d'une plus grande inclusion et d'une meilleure transparence pour créer un monde plus sûr et prospère au profit du Canada et de la communauté internationale.

RÉPERCUSSIONS FINANCIÈRES

Les interventions du gouvernement en matière de gouvernance contribuent à créer des sociétés plus inclusives et favorisent les investissements privés et étrangers, la croissance économique intérieure et la réduction¹⁶ de la pauvreté. Des systèmes de gouvernance plus solides dépendent moins de l'aide internationale et fournissent des occasions plus équitables de partenariats

économiques. Entre 2000 et 2016, les investissements en gouvernance ont contribué à faire passer 35 pays à faible revenu au statut de pays à revenu intermédiaire et 48 pays de revenu intermédiaire à revenu moyen supérieur.¹⁷ Néanmoins, beaucoup de pays ayant atteint le niveau de revenu intermédiaire ne peuvent poursuivre leurs progrès en raison de l'incapacité d'assurer une gouvernance transparente, de réduire les inégalités et d'améliorer la qualité de l'éducation.¹⁸ Le Canada doit donc assurer la poursuite de ses investissements.

L'édification de sociétés démocratiques et de gouvernements et institutions solides et imputables est un processus qui s'étend sur plusieurs générations.¹⁹ Les changements ne peuvent être quantifiés de manière précise en termes monétaires car les bénéfices sont souvent intangibles ou servent de bases à la réussite d'efforts de développement dans d'autres sphères. Toutefois, les coûts entraînés par des systèmes de gouvernance inefficaces sont significatifs. Mauvaise gestion, corruption, flou juridique et distribution injuste du pouvoir et des ressources pavent la voie à la pauvreté, aux inégalités et aux conflits. Par exemple, en 2019, on a estimé que si la guerre au Yémen se poursuivait pendant encore cinq ans, il en coûterait à la communauté internationale pour ce seul conflit 29 milliards USD de fonds humanitaires. L'instabilité et les conflits à travers le monde créent de l'insécurité pour le Canada et les Canadiens et met en lumière les coûts de renoncement de ne pas investir.²⁰

17 ODI, « Annual Review 2018 », 2018, <https://www.odi.org/annual-review-2018?gclid=EALalQobChMlopX4queP7AIVjYjICh1Rjwl-18>

18 Paul Vandenberg, Lilibeth P. Poot, et Jeffrey Miyamoto, « The Middle-Income Transition around the Globe: Characteristics of Graduation and Slowdown », papers.ssrn.com (Rochester, NY, 6 avril 2015), https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2590289.

19 Lucy Earle et Zoë Scott, « Assessing the Evidence of the Impact of Governance on Development Outcomes and Poverty Reduction Issues Paper GSDRC Emerging Issues Research Service », 2010, <http://www.gsdrc.org/docs/open/eirs9.pdf>.

20 OCDE, « Overview: Development in Transition in Latin America and the Caribbean: A New Approach for Inclusive and Sustainable Development in the Region », 2019, <http://www.oecd.org/dev/americas/Overview-Leo-2019.pdf>.

Une meilleure gouvernance favorise également une participation plus inclusive aux processus de décision. La gouvernance inclusive intègre la société civile dans les processus décisionnels et donne donc aux citoyens le pouvoir d'exercer leurs droits de la personne et civils par le biais de leur participation politique, sociale et économique.



7 ODI, « Governance, Development and Aid Effectiveness: A Quick Guide to Complex Relationships Briefing Paper », 2006, <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/218.pdf>.

8 ODI, « Governance, Development and Aid Effectiveness: A Quick Guide to Complex Relationships Briefing Paper », 2006, <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/218.pdf>.

9 Affaires mondiales Canada, « Politique de champ d'action : La gouvernance inclusive », 21 février 2017, https://www.international.gc.ca/world-monde/issues_development-enjeux_developpement/priorities-priorites/fiap_inclusive_governance-paif_gouvernance_inclusive.aspx?lang=fra

10 Royaume-Uni, « Governance for Growth, Stability and Inclusive Development », GOV.UK, 2018, <https://www.gov.uk/government/publications/governance-for-growth-stability-and-inclusive-development>.

11 DFID, « Governance, Development, and Democratic Politics: DFID's Work in Building More Effective States », GSDRC, 2006, <https://gsdrc.org/document-library/governance-development-and-democratic-politics-dfid-work-in-building-more-effective-states/>.

12 Palgrave Macmillan Cham, International Affairs and Canadian Migration Policy, éd. Yiagadeesen Samy et Howard Duncan, Canada and International Affairs (Cham : Springer International Publishing, 2021), <https://doi.org/10.1007/978-3-030-46754-8>.

13 DFID, « Governance for Growth, Stability and Inclusive Development DFID Position Paper », 2019, https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/786751/Governance-Position-Paper2a.pdf.

14 Ibid.

15 PNUD, « Governance for Sustainable Development Integrating Governance in the Post-2015 Development Framework », 2014, <http://www.undp.org/content/dam/undp/library/Democratic%20Governance/Discussion-Paper--Governance-for-Sustainable-Development.pdf>

16 Banque mondiale, « Overview », 2018, <https://www.worldbank.org/en/topic/governance/overview>.



La corruption est également coûteuse pour le Canada et le monde. En septembre 2018, le secrétaire général des Nations-Unies António Guterres a déclaré que les coûts de la corruption à l'échelle internationale s'élevaient au moins à 5 % du PIB ou 2,6 billions USD et a explicitement accusé la corruption d'être un vecteur de désintégration sociale, de désillusion envers les gouvernements et de conflits. Une diminution de 5 % de l'aide internationale du Canada en 2018-2019 aurait signifié 320 millions CAD.

En l'absence d'une gouvernance transparente et imputable, les accomplissements dans le domaine du développement sont souvent compromis. Les investissements du Canada dans une bonne gouvernance permettraient une meilleure utilisation des fonds publics, y compris ceux de l'aide internationale, auxquels le Canada contribue. Le soutien à l'établissement de sociétés plus stables et prospères atténue la dépendance des pays en développement envers les acteurs internationaux et offre potentiellement de nouvelles occasions d'activités économiques et commerciales à travers le monde.

Par exemple, le Pérou a reçu une aide internationale du Canada pendant vingt ans, période pendant laquelle la croissance annuelle du produit intérieur brut est demeurée autour de 6,5 %.²¹ L'intégration des considérations de genre au sein des institutions nationales²² faisait partie de l'investissement d'aide publique au développement du Canada dans la gouvernance au Pérou avec une attention particulière portée entre autres aux communautés marginalisées des régions rurales, aux groupes autochtones et aux personnes démunies²³ des milieux urbains. Le Canada a financé la création de 28 bureaux de protection des citoyens pour les habitants aux ressources limitées de 582 régions leur permettant d'accéder à des services juridiques, de signaler de la violence et de contribuer à résoudre des conflits²⁴ sociaux. L'entente Canada-Pérou a généré un partenariat commercial fructueux avec des exportations qui ont atteint 753 millions de dollars en 2018 et des importations du Pérou de plus de 1,42 milliard. L'investissement étranger direct du Canada au Pérou s'est élevé à 14,2 milliards, principalement dans les mines, le pétrole et le gaz et les services²⁵ financiers.

La création d'une société démocratique requiert un financement prévisible à long terme pour former des institutions de gouvernance inclusives et transparentes à travers différents acteurs étatiques et non étatiques, un financement qui contribue à soutenir la gestion de toutes les autres initiatives de développement. Le programme du Canada en matière de politique étrangère est solidement ancré dans les valeurs de gouvernance inclusive et imputable nécessaires pour atteindre des résultats durables dans toutes les autres sphères du développement social, politique et économique. La stratégie et les interventions efficaces du Canada dans tous les objectifs de développement durable nécessitent des augmentations durables et considérables des investissements consacrés à la gouvernance à l'échelle internationale.

21 Michael Wilson Becerril, « Gold Mining in Peru: Company Strategies, Every day, Violence, and the Politics of Attention », 2018, https://escholarship.org/content/qt9sq086qz/qt9sq086qz_noSplash_66516b9aa0e8e3a0b66cdfa634341d3c.pdf.

22 Affaires mondiales Canada, « Canada-Peru Relations », 20 novembre 2008, https://www.canadainternational.gc.ca/peru-perou/bilateral_relations_bilaterales/canada_peru-perou.aspx?lang=eng.

23 OCDE, « How to Foster the Internationalisation of SMEs through the Pacific Alliance Integration Process Project Insights », 2016, <https://www.oecd.org/latin-america/how-to-foster-the-internationalisation-of-smes-through-the-pacific-alliance-integration-process.pdf>.

24 OCDE, « How to Foster the Internationalisation of SMEs through the Pacific Alliance Integration Process Project Insights », 2016, <https://www.oecd.org/latin-america/how-to-foster-the-internationalisation-of-smes-through-the-pacific-alliance-integration-process.pdf>.

25 Affaires mondiales Canada, « Canada - Peru Relations », 20 novembre 2008, https://www.canadainternational.gc.ca/peru-perou/bilateral_relations_bilaterales/canada_peru-perou.aspx?lang=eng.

Arguments en faveur d'une augmentation de l'aide publique au développement du Canada

La coopération internationale consiste à trouver des solutions intégrées, adaptées au contexte et dirigées par les pays qui contribuent à résoudre les grands problèmes mondiaux. L'expertise du Canada dans la conception d'approches inclusives et équitables menées en collaboration avec des partenaires mondiaux et locaux est appréciée tant ici qu'à l'étranger.



Les changements climatiques exacerbent tous les autres problèmes mondiaux et affectent particulièrement les pays désavantagés depuis toujours et les populations marginalisées. Des mesures d'adaptation et d'atténuation s'imposent pour empêcher que de prochaines crises surviennent et pour protéger les acquis en matière de développement.

L'égalité des genres est un principe directeur de l'aide étrangère du Canada et un préalable à l'édification de sociétés équitables et justes. Il permet d'atteindre tous les autres objectifs.

Les investissements dans l'eau, les mesures sanitaires et l'hygiène peuvent transformer les communautés en favorisant la santé et l'accès à l'éducation, en améliorant l'égalité des genres et la résilience climatique et en provoquant un développement socioéconomique.

La protection des enfants met un frein au cycle de la violence et à l'inégalité des genres en protégeant les filles et les garçons des méfaits, en favorisant l'estime de soi et en évitant des coûts considérables pour les individus, les sociétés et l'économie.

L'éducation est un préalable à la prospérité de tous les pays. Elle a une incidence directe sur le plan social, politique et économique qui bénéficie tant aux individus, aux ménages et aux communautés qu'aux pays concernés.

Les investissements dans la sécurité alimentaire peuvent faire émerger des millions de personnes de la pauvreté et consolider les économies locales tout en améliorant la santé et la nutrition, en donnant le pouvoir d'agir aux femmes et en contribuant à la résilience climatique.

La nutrition est fondamentale à la protection de la cognition et du rendement scolaire, à l'amélioration des gains acquis tout au long de la vie ainsi qu'à la productivité pour, ultimement, rompre le cycle de la pauvreté.

Les interventions en matière de gouvernance créent un environnement favorable au développement en renforçant l'inclusion, en permettant l'accès à la justice et aux structures décisionnelles et en protégeant les droits de la personne.

La santé mondiale a la capacité d'affaiblir ou de renforcer les objectifs dans toutes les sphères de la coopération internationale ainsi que la sûreté et la sécurité. Des communautés vigoureuses sont des communautés florissantes.

Les interventions humanitaires englobent toutes les interventions d'urgence destinées à sauver et préserver des vies, ce qui représente le cœur de nos principes universels en tant qu'humanité.

Les investissements dans les migrations forcées allègent le fardeau des pays les moins développés qui accueillent les populations déplacées et ils créent des solutions à long terme.

UN
PLAN POUR NOUS TOUS

39 MCARTHUR AVENUE
OTTAWA, ONTARIO K1L 8L7
613-241-7007
INFO@COOPERATION.CA

